Yvan Verougstraete, Vice-président de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE) – Renew Europe
Alexandra Laval - Sciences po Aix GDSI

Eurodéputé belge, je suis **membre de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE)** et Président du parti **Renew Europe**, depuis la sorti du PPE [Des] Engagés.. Avant mon entrée au Parlement, j'ai été **chef d'entreprise** (PDG de Medi-Market) : je sais qu'un investissement a besoin de visibilité pour se décider. Dans mon pays, où l'électricité industrielle est plus chère que chez nos voisins, la facture énergétique est un enjeu industriel et social autant que climatique.

Partie 1 - Contexte de la mise à l'agenda européen

Le règlement de 2018 doit être adapté à la **Loi européenne sur le climat** (**−90 % d'émissions nettes en 2040**, neutralité en 2050), adoptée par le Parlement. Mais, prenons en compte que le contexte a changé : crise des marchés de l'énergie, canicule historique, guerre en Ukraine et tensions au Moyen-Orient font de l'énergie un enjeu de **sécurité et de souveraineté nationale autant que régionale**. La compétitivité de l'Union européenne est donc remise en compte, en 2024, le gaz payé par l'industrie européenne était **4,6 fois plus cher** qu'aux États-Unis et l'électricité **2,4 fois plus chère** qu'en Chine, aux États-Unis ou en Inde[1], alors que la dépendance aux combustibles fossiles importés est la première cause de la hausse **et** de la volatilité des prix[2]. Enfin, la Commission veut faire des PNEC le pivot premier de la gouvernance afin de favoriser un compromis européen. Effectivement, l'**article 194 TFUE** garantit à chaque État le choix de son mix énergétique.

Partie 2 - Configuration des négociations

Concrètement, trois pôles s'affrontent, d'abord la coalition **"ambition"** (Danemark, Europe du Nord, S&D, Verts, The Left) en exigeant des objectifs contraignants. D'un autre côté, la coalition **"souveraineté et flexibilité"** (Pologne, Europe centrale, ECR, PfE) qui valorise des contributions nationales. Nous savons que le **PPE** oscille en étant favorable à la flexibilité tout en restant attaché à une forme de solidarité. La France pousse le nucléaire, alors que les ONG alertent sur un risque de "backsliding" et que l'industrie réclame de la souplesse. **Renew est donc la solution naturelle** de tout accord, réconciliant les positions divergeantes, notamment grâce à son expertise en commission ITRE (3 de ses membres en font partie).

Partie 3 - Prospective et stratégie

Je propose un compromis sous forme de "paquet" avec des objectifs contraignants, des flexibilités temporaires (en fonction des potentielles crises énergétiques), un nucléaire

[1] Deloitte Belgique, Rapport de suivi de la Déclaration d'Anvers, février 2026 : https://www.deloitte.com/content/dam/assets-zone2/be/en/docs/about/press-releases/be-antwerp-declaration-monitoring-press-release-fr.pdf [consulté le 24/10]
[2] Commission européenne, « Le pacte pour une industrie propre », 26 fève 2025

comptabilisé à part (mais catégorisé comme énergie bas-carbonée) et une solidarité financée. Je m'allie donc avec **S&D et les Verts** sur la cible et les indicateurs. Je rejoins le **PPE** sur la flexibilité temporaire, l'allègement administratif et le libre choix du mix. Je concède au **ECR** l'argument sur les interconnexions et l'Ukraine. Je ne conclus **aucune alliance avec PfE**, qui refuse tout objectif contraignant, ce que Renew a toujours combattu.

À la publication de la proposition de la Commission (30 octobre), je proposerai un **communiqué commun de Renew**, puis des amendements ciblés en commission ITRE.

1. Objectifs contraignants et flexibilités

Je soutiens des **objectifs européens contraignants**, alignés sur la Loi climat, avec **liberté des moyens**. Il est important de cibler les acteurs, pour permettre une visilibité importante aux investisseurs. Les flexibilités en cas de crise sont acceptables seulement si elles sont **temporaires, constatées** (effectives) **et assorties d'une trajectoire de retour**.

2. Pouvoir de la Commission

Je veux que la Commission **évalue les PNEC**, émette des **recommandations publiques** et demande un **plan correctif** en cas de retard durable, mais **sans sanctions financières automatiques**, pour qu'il soit accepté et mieux respecté nationalement. En contrepartie, un **allègement du reporting** est nécessaire. Ce règlement sur l'efficacité énergétique, les renouvelables, le marché de l'électricité et les réseaux, c'est le seul moyen de concilier des PNEC renforcés et une simplification administrative et juridique.

3. Nucléaire et mix énergétique

Je défends la **neutralité technologique** : le nucléaire est reconnu comme source **bas-carbone**, **comptabilisé séparément** des renouvelables, sans hiérarchie entre filières. Mon parti défend un mix qui inclut le nucléaire, malgré certains dissensus notamment avec nos collègues autrichiens. Cela respecterait l'article 194, en rejoingnant une comptabilité distincte, sans pour autant autauriser un droit de blocage entre États.

4. Interconnexions et solidarité

Je veux un **financement européen renforcé des interconnexions étatiques et industrielles**, qui réduisent les prix et la vulnérabilité des régions les plus exposées. Je soutiens la **solidarité en cas de crise grave**, mais **compensée et encadrée** (type fonds de transition, ou autre initiative). Je veux éviter toute forme d'obligation sans contrepartie, pour ne pas pénaliser les nations moins touchées. L'**Ukraine**, candidate à l'adhésion, y trouve aussi sa place, mais elle doit être mieux définie, notamment en comission ITRE.

5. Indicateurs et PNEC

Je soutiens des **indicateurs communs et publics** (par exemple le taux d'électrification) qui guident concrètement les investisseurs et ouvrent un **dialogue claire avec la Commission**, et ce toujours sans assurer de sanction automatique. Les PNEC doivent devenir de vrais **cadres d'investissement**, ce qui répond à l'argument du PPE sur l'attractivité pour les investisseurs, afin de garantir la compétitivité de notre région et de diminuer notre dépendance à l'extérieur.